

CC Val de Saône Centre



1 - LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ



Eradication de la pauvreté

L'environnement familial et le travail sont des éléments importants dans la construction des individus. Une part importante des jeunes de moins de 18 ans vivant dans des ménages sans actif occupé est un signe de précarisation sociale doublé d'un facteur de difficulté potentielle d'insertion future.

Révélatrice de profondes inégalités sociales, la pauvreté est aussi l'expression criante de situations d'exclusion. Fréquemment, elle se traduit aussi par des difficultés d'accès aux droits fondamentaux : la santé, le logement, la formation,

	2013	2019	Evolution
Part des 0-17 ans dans une famille sans actif occupé	3,06 %	3,79 %	+0,7
Part de la population de moins de 65 ans à bas revenu	7,78 %	7,78 %	+0,0

Logements sociaux

Les besoins à satisfaire en logements sociaux demeurent importants, à la fois pour la mise en oeuvre du droit au logement de façon à permettre l'accès à un logement décent pour tous, et pour continuer une politique de renouvellement urbain dans les quartiers, afin de lutter contre la ségrégation sociale dans les villes et favoriser la mixité.

La densité de logements sociaux est un indicateur des concentrations de pauvreté sur les territoires, ou à l'inverse le reflet de politique de peuplement ne facilitant pas l'accueil des ménages modestes.

	2013	2021	Evolution
Nombre de logements sociaux pour 10 000 habitants	298	365	+67
Taux de vacance du logement social	2,56 %	3,49 %	0,93
Part de la population dans le parc locatif social	5,3 %	5,4 %	0,1
Nombre de logements sociaux	593	753	+160
Nb de logements du parc locatif des bailleurs sociaux (yc. Log. non conventionnés des sociétés d'éco. mixte)	763	785	+22
% logements sociaux dans l'ensemble des logements	7,7 %	9,0 %	1,3
Nombre de logements sociaux, type collectif	444	0	-444
Nombre de logements sociaux, type étudiant	0	0	+0
Nombre de logements sociaux, type individuel	149	195	+46
Nombre de logements sociaux vacants	15	26	+11



Egalité entre les sexes

Différence entre le taux d'emploi des femmes et le taux d'emploi des hommes

Le taux d'emploi rend compte de la capacité des structures productives à mobiliser les ressources présentes sur le territoire. L'élévation du taux d'emploi, toutes choses égales par ailleurs, accroît la production de richesse par habitant et favorise l'inclusion sociale des populations.

Le zoom sur les tranches d'âges selon le sexe permet de mesurer les difficultés pour certaines catégories de la population

	2013	2019	Evolution
15 à 24 ans	-11,08	-11,28	-0,2
25 à 54 ans	-9,34	-5,65	+3,7
55 à 64 ans	-2,47	-1,7	+0,8
total	-7,68	-5,38	+2,3

Participation des femmes à la gouvernance

La loi dite sur la parité, loi n° 2000-493 du 6 juin 2000, tend à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives. Outre l'impact sur les conseils municipaux, il est intéressant de suivre dans quelle mesure la fonction de maire se féminise. ion à accéder à l'emploi.

	2014	2022	Evolution
Part des femmes maires	33,33 %	26,67 %	-6,7



Travail décent et croissance durable

Emploi dans les éco-entreprises

De par leur activité, les éco-entreprises sont au cœur des actions de préservation de l'environnement. Leur présence est ainsi un gage de développement économique futur du territoire dans la mesure où ces activités ont un fort potentiel de croissance dans les années à venir.

Les éco-entreprises sont « les entreprises qui produisent des biens et services capables de mesurer, prévenir, limiter ou corriger les impacts environnementaux tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux éco-systèmes. Elles incluent les technologies, services et biens qui

	2013	2019	Evolution
Captage, traitement et distribution d'eau	0	0	+0
Collecte et traitement des eaux usées	4	0	-4
Collecte des déchets non dangereux	13	22	+9
Collecte des déchets dangereux	4	0	-4
Traitement et élimination des déchets non dangereux	0	0	+0
Traitement et élimination des déchets dangereux	0	0	+0
Démantèlement d'épaves	0	11	+11
Récupération de déchets triés	4	10	+6
Dépollution et autres services de gestion des déchets	0	0	+0
Travaux d'isolation	0	5	+5
Gestion des jardins botaniques, zoo, et des réserves nat.	0	0	+0
total	25	48	+23
Part de l'emploi dans les éco-entreprises (total)	0,56 %	1,04 %	+0,5

Economie sociale et solidaire

En France, l'économie sociale et solidaire est couramment définie comme le regroupement des structures économiques qui partagent des principes fondateurs définis dans une charte commune publiée en 1980 : fonctionnement démocratique, liberté d'adhésion, but non lucratif (non appropriation individuelle des excédents financiers, à l'exception des sociétés coopératives), dimension humaine au centre de la finalité des entreprises. Ces principes garantissent une certaine stabilité aux entreprises de l'économie sociale, qui sont profondément ancrées dans une forte dynamique territoriale.

	2017	2018	Evolution
Part de l'économie sociale et solidaire dans l'ensemble de l'économie en nombre de postes	6,52 %	6,93 %	+0,41

Nombre de postes de l'économie sociale et solidaire

	2017	2018	Evolution
Associations	192	194	+2
Coopératives	31	43	+12
Fondations	0	0	+0
Mutuelles	4	4	+0

Part des différents types d'établissements de l'économie sociale et solidaire

Associations	82,05 %	74,36 %	-7,69
Coopératives	15,38 %	23,08 %	+7,70
Fondations	0,00 %	0,00 %	+0,00
Mutuelles	2,56 %	2,56 %	+0,00

Chômage au sens du recensement

Le chômage est un indicateur d'exclusion temporaire ou durable de l'emploi. Il est aussi bien influencé par le dynamisme de l'emploi que par le niveau d'instabilité des emplois, par des problèmes d'adéquation ou d'adaptabilité entre le profil des demandeurs et les offres d'emploi, voire par des conditions d'emploi peu attractives.

Le chômage au sens du recensement ; Les demandeurs d'emploi au sens du recensement de la population sont les personnes de 15 ans ou plus qui se sont déclarées :

- chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont déclaré explicitement ne pas rechercher de travail,
- spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

Taux de chômage

	2013	2019	Evolution
15 à 24 ans	20,1 %	17,8 %	-2,3
25 à 54 ans	6,9 %	5,8 %	-1,1
55 à 64 ans	7,4 %	7,6 %	+0,3
Femme	8,2 %	7,3 %	-1,0

Taux de chômage des femmes

15 à 24 ans	22,3 %	20,1 %	-2,3
25 à 54 ans	8,6 %	6,7 %	-2,0
55 à 64 ans	8,9 %	8,3 %	-0,6
Homme	9,9 %	8,0 %	-1,8

Taux de chômage des hommes

15 à 24 ans	18,5 %	16,2 %	-2,3
25 à 54 ans	5,2 %	5,1 %	-0,2
55 à 64 ans	5,9 %	7,0 %	+1,1
Total	6,8 %	6,5 %	-0,2

Sans emploi

	2013	2019	Evolution
%s jeunes de 18 à 24 ans sans emploi non scolarisés	29,5 %	26,8 %	-2,7

Création d'établissement

Pour assurer la durabilité du développement économique des territoires, il est nécessaire de veiller à assurer une articulation satisfaisante entre les caractéristiques de ces territoires et les exigences de compétitivité et d'ouverture. Répondre à cet enjeu passe par une bonne capacité à assurer le renouvellement et/ou la pérennité des entreprises locales et à accompagner le développement des entreprises nouvellement créées.

Ces indicateurs sont destinés à situer les opportunités d'implantation de nouveaux établissements et leur pérennité selon les territoires. Par-là même, ils aident à apprécier l'efficacité des mesures de soutien à la création et à la consolidation des

	2015	2021	Evolution
Nombre de création d'établissements	140	290	+150
Nombre d'établissements	1 171	1 571	+400
Part des salariés occupés à temps partiel	17,2 %	16,3 %	-1,0
Part des chômeurs de longue durée	33,5 %	32,4 %	-1,1
Part salariés, formes particulières d'emploi (cdd, int, rim) parmi les salariés CDD, intérim, CDI, Fonction publique	14,0 %	15,1 %	+1,2

Taux d'emploi

	2013	2019	Evolution
15 à 24 ans	37,5 %	37,5 %	+0,0
25 à 54 ans	88,1 %	90,1 %	+2,1
55 à 64 ans	47,6 %	54,0 %	+6,4
femme	68,0 %	71,0 %	+3,0
15 à 24 ans	31,8 %	31,6 %	-0,2
25 à 54 ans	83,4 %	87,3 %	+3,9
55 à 64 ans	46,4 %	53,2 %	+6,8
homme	75,7 %	76,4 %	+0,7
15 à 24 ans	42,8 %	42,9 %	+0,0
25 à 54 ans	92,8 %	93,0 %	+0,2
55 à 64 ans	48,9 %	54,9 %	+6,1
total	71,9 %	73,7 %	+1,8

15 à 24 ans	37,5 %	37,5 %	+0,0
25 à 54 ans	88,1 %	90,1 %	+2,1
55 à 64 ans	47,6 %	54,0 %	+6,4
femme	68,0 %	71,0 %	+3,0
15 à 24 ans	31,8 %	31,6 %	-0,2
25 à 54 ans	83,4 %	87,3 %	+3,9
55 à 64 ans	46,4 %	53,2 %	+6,8
homme	75,7 %	76,4 %	+0,7
15 à 24 ans	42,8 %	42,9 %	+0,0
25 à 54 ans	92,8 %	93,0 %	+0,2
55 à 64 ans	48,9 %	54,9 %	+6,1
total	71,9 %	73,7 %	+1,8

Taux de chômage par sexe et tranche d'âge au sens du recensement

	2013	2019	Evolution
15 à 24 ans	20,1 %	17,8 %	-2,3
25 à 54 ans	6,9 %	5,8 %	-1,1
55 à 64 ans	7,4 %	7,6 %	+0,3
femme	9,9 %	8,0 %	-1,8

15 à 24 ans	22,3 %	20,1 %	-2,3
25 à 54 ans	8,6 %	6,7 %	-2,0
55 à 64 ans	8,9 %	8,3 %	-0,6
homme	6,8 %	6,5 %	-0,2

15 à 24 ans	18,5 %	16,2 %	-2,3
25 à 54 ans	5,2 %	5,1 %	-0,2
55 à 64 ans	5,9 %	7,0 %	+1,1
total	8,2 %	7,3 %	-1,0

Taux de chômage (au sens du recensement) :

Rapport entre le nombre de personnes se déclarant au chômage et la population active (personnes ayant un emploi et personnes se déclarant chômeur).

Le taux de chômage par âge et/ou par sexe s'obtient de la même façon en se limitant aux personnes d'âge et/ou de sexe correspondant (au numérateur et au dénominateur).

2 - PRÉSERVER LES RESSOURCES ET LA BIODIVERSITÉ



Gestion durable de l'eau pour tous

Part des points de surveillance des eaux douces selon leur qualité

		NC	Evolution
Excellent	0 %	0 %	+0
Bonne	0 %	0 %	+0
Suffisante	0 %	0 %	+0
Insuffisante	0 %	0 %	+0
Non classé	0 %	0 %	+0

Part des stations enregistrant une trop forte concentration

	2013	2019	Evolution
de nitrates dans les eaux de surface	0 %	0 %	+0
de pesticides dans les eaux de surface	0 %	0 %	+0
de nitrates dans les eaux souterraines	0 %	0 %	+0
de pesticides dans les eaux souterraines	0 %	0 %	+0

	2013	2019	Evolution
Nombre de stations d'épuration	13	13	+0
Taux de conformité des stations d'épuration	91 %	95 %	+3

Rapport entre la charge globale (produits entrants) et la capacité de traitement des stations d'épuration

	2013	2019	Evolution
	63 %	66 %	+2

Pour répondre aux besoins de différents usages et d'activités humaines, des prélèvements d'eau sont réalisés dans les milieux. L'eau prélevée permet non seulement de produire l'eau potable indispensable à la vie de tous les jours, mais également de répondre aux autres besoins : activités industrielles, agriculture, production d'électricité, etc. Dans la majorité des cas, c'est de l'eau douce qui est prélevée.

Adoptée en 1991 par la Communauté européenne, la directive sur les "Eaux résiduaires urbaines" poursuivait un objectif : mettre à niveau le traitement des eaux usées urbaines dans les pays membres selon des échéances et avec des moyens définis en fonction de la taille des agglomérations et de la sensibilité à l'eutrophisation des milieux récepteurs des rejets.



Protection de la faune et de la flore aquatiques

Zone vulnérable à l'eutrophisation

	2015
Nombre de commune	11

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable. Elle impose des programmes d'actions de la part des agriculteurs. Il s'agit donc de zonage d'action dans lesquels on peut mesurer l'efficacité ou non des mesures adoptées (teneur en nitrates des eaux souterraines ou superficielles, réduction des utilisations d'engrais azotés, etc.).

L'eutrophisation est le processus par lequel des nutriments s'accumulent dans un milieu ou un habitat. Les causes sont multiples et peuvent donner lieu à des situations d'interaction complexes entre les différents facteurs. Les nutriments concernés sont principalement l'azote, et du phosphore.

Protection de la faune et de la flore terrestres

Ecosystèmes

2018

Superficie des écosystèmes peu anthropisés

4 595 ha

Part du territoire occupé par les écosys. peu anthropisés

29,1 %

L'artificialisation des sols constitue une pression forte pour la biodiversité, car elle a pour conséquence la destruction des milieux naturels et la fragmentation du territoire. Une diminution de l'artificialisation des sols serait un signe d'une meilleure cohérence entre les politiques de biodiversité et les politiques de logement (densification) et d'aménagement (lutte contre l'étalement urbain, la multiplication et l'étalement des zones d'activité, la consommation d'espaces agricoles et naturels).

Certains territoires agricoles (grandes cultures et cultures permanentes notamment), plus ou moins anthropisés selon les pratiques culturales employées, peuvent également imposer de fortes pressions sur la biodiversité (destruction et fragmentation d'habitats naturels, épandage de pesticides, fertilisation azotée et risque d'eutrophisation des milieux, etc.).

Surface selon le type d'occupation

2018

Evolution

	2018	Evolution
Territoires artificialisés	1 438 ha	+9
Zones urbanisées	1 400 ha	+9
ZI ou commerciales et réseaux de communication	38 ha	+0
Mines, décharges et chantiers	0 ha	+0
Espaces verts artificialisés, non agricoles	0 ha	+0
Territoires agricoles	13 156 ha	+83
Terres arables	7 481 ha	+47
Cultures permanentes	0 ha	+0
Prairies	3 378 ha	+21
Zones agricoles hétérogènes	2 298 ha	+15
Forêts et milieux semi-naturels	914 ha	+6
Forêts	909 ha	+6
Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	6 ha	+0
Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	0 ha	+0
Zones humides	0 ha	+0
Zones humides intérieures	0 ha	+0
Zones humides maritimes	0 ha	+0
Surfaces en eau	276 ha	+2
Eaux continentales	276 ha	+2
Eaux maritimes	0 ha	+0
Territoire non couvert	0 ha	+0
Territoire non couvert	0 ha	+0
Surface totale (hectares)	15 785 ha	

Changement de l'occupation du sol entre 2012 et 2018

	Evolution
Territoires artificialisé devenus agricole	0 ha
Territoires artificialisé devenus forêts	0 ha
Territoires artificialisé devenus zone humide	0 ha
Territoires artificialisé devenus surface en eau	0 ha
Territoires artificialisé devenus autre chose	0 ha
Territoires devenus artificialisé	11 ha
Territoires devenus agricoles	0 ha
Territoires devenus forêts	0 ha
Territoires devenus zones humides	0 ha
Territoires devenus surfaces en eaux	0 ha

Les espaces qui subissent une artificialisation ne sont plus disponibles pour des usages tels que l'agriculture ou comme habitats naturels. L'extension de l'artificialisation correspond à une consommation d'espaces naturels et ruraux. Les reculs d'espaces artificialisés au profit d'autres occupations des sols sont rares, on peut citer l'exemple d'anciennes carrières qui peuvent se couvrir naturellement de végétation ou être mises en eau ; dans ce dernier cas, on aboutit à des plans d'eau artificiels.

L'étalement des espaces artificialisés concourt à l'augmentation des déplacements et ainsi à celle des émissions de polluants et gaz à effet de serre.

Les sols artificialisés sont souvent imperméabilisés, ce qui amplifie les phénomènes de ruissellement et donc perturbe le régime des eaux (possible augmentation des risques d'inondation) et affecte leur qualité (état chimique et écologique).

L'artificialisation aboutit aussi à une fragmentation et un cloisonnement des milieux naturels. La baisse des surfaces d'espaces non fragmentés et la présence d'obstacles peut gêner les populations de certaines espèces pour l'accomplissement de leur cycle de vie, leurs migrations, voire le déplacement de leur aire de répartition dans le cadre des changements climatiques.

Ensemble des surfaces protégées (zonages d'enjeux écologique et dispositifs de protection)

	2019
Protection forte	0 ha
Au moins une mesure de protection	360 ha

Surfaces inventaires des espaces naturel

	2019
Znieff type 1	456 ha
Znieff type 2	2 704 ha
Znieff et Zico sans double compte	3 054 ha

Surfaces Natura 2000

	2019
SIC et ZPS sans double compte	360 ha
Sites d'intérêt communautaires	360 ha
Zones de protection spéciale	247 ha

Espaces de protection réglementaire

	2019
arrêtés de protection du biotope	0 ha
coeurs des parc nationaux	0 ha
réserves biologiques domaniales et forestières	0 ha
réserves naturelles nationales	0 ha
reserves nationales de chasse et de la faune sauvage	0 ha
réserves naturelles régionales	0 ha

Espaces de protection contractuel

	2019
biomasse	0 ha
aires d'adhésion des parcs nationaux	0 ha
parcs naturels régionaux	0 ha
zones Ramsar	0 ha
de protection_conservatoire du littoral et des rivages lacustres	0 ha

Les ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique ou floristique)

Les inventaires des Znieff et des Zico sont les résultats de programmes d'inventaires naturalistes et scientifiques et ne sont pas des dispositifs de protection mais constituent un recensement des territoires à forte valeur patrimoniale. On peut décider de les protéger ou non par des dispositifs réglementaires ou contractuels.

L'inventaire des Znieff est l'un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature et de prise en compte de l'environnement et dans l'aménagement du territoire (Trame verte, réseau écologique, réseau écologique paneuropéen), mesures conservatoires, mesures compensatoires, etc.) et dans certains projets de création d'espaces protégés (dont les réserves naturelles) ou encore dans l'élaboration de schémas départementaux de carrière, pour l'exploitation de granulats.

Il n'était pas prévu pour être opposable, mais la jurisprudence en a fait un référentiel reconnu et utilisé par les tribunaux.

Les ZNIEFF sont des territoires naturels qui présentent un intérêt écologique, faunistique ou floristique particulier et qui ont fait l'objet d'un inventaire scientifique national sous l'autorité du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le compte du Ministère en charge l'environnement.

On recense deux types de zones :

-Les ZNIEFF de type I, de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rares ou menacés, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ; ou ce sont des espaces d'un grand intérêt fonctionnel pour le fonctionnement écologique local.

-Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

Les ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux)

Le nom zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO en français, IBA en anglais pour Important Bird Area), renvoie à un inventaire scientifique dressé en application d'un programme international de Birdlife International visant à recenser les zones les plus favorables pour la conservation des oiseaux sauvages.

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne. Les sites Natura 2000 sont désignés en application des directives « Oiseaux » et « Habitats, faune, flore ».

Les espaces protégés par des mesures réglementaires, contractuelles ou foncières : quatre grandes catégories d'outils de protection des espaces naturels peuvent être distingués :

A- La voie réglementaire en interdisant ou limitant par décret, arrêté ou délibération du conseil régional les activités humaines dans ces espaces. Pour l'essentiel :

-le parc national est un territoire sur lequel la conservation de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux et en général d'un milieu naturel présente un intérêt spécial

-la réserve naturelle est une partie du territoire où la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière.

-l'arrêté de protection de biotope s'applique à la protection de milieux peu exploités par l'homme et abritant des espèces animales et/ou végétales sauvages protégées.

-Les réserves biologiques sont des espaces forestiers riches, rares ou fragiles, protégés, dans les forêts domaniales ou dans les forêts non domaniales relevant du régime forestier.

- les réserves nationales de chasse et de la faune sauvage, créées par arrêté ministériel, permettent la protection du gibier menacé dans des territoires vastes ou exceptionnels (présence d'espèces animales rares ou remarquables). Tout acte de chasse y est strictement interdit.

B- La voie contractuelle en associant préservation du patrimoine naturel et développement local dans le cadre d'une démarche concertée entre les différents usagers d'un territoire (charte) :

- les aires d'adhésion des parcs nationaux, où l'on s'efforce de concilier développement local et l'environnement

- les parcs naturels régionaux (PNR) et parcs naturels marins, classés par décret en Conseil d'Etat, la charte qui ne prévoit pas de réglementation spéciale concernant la protection du milieu naturel.

- les réserves de Biosphère : Ce label est décerné par l'Unesco

- les réserves Biogénétiques : constitué par le Conseil de l'Europe,

C- la mise en oeuvre du réseau Natura 2000 en application des directives européennes « Habitats, Faune, Flore » et « Oiseaux », avec la création de zones spéciales de conservation (ZSC) et de zones de protection spéciales (ZPS) ;

D- la maîtrise foncière, via l'acquisition de terrains par le Conservatoire du littoral et les Conservatoires d'espaces naturels, avec le double objectif de les soustraire aux pressions foncières et d'y mettre en place des mesures de gestion favorables au maintien de la biodiversité.

Attention : Un même territoire peut faire l'objet de plusieurs mesures de protection réglementaires ou contractuelles.



Energie propre et d'un coût abordable

Infrastructures de recharge de véhicules électriques

	2021
Nombre d'infrastructure de recharge	0
Nombre total de points de charge	0
Accès gratuit	0
Accès gratuit de 12h à 14h et de 19h à 21h	0
Accès gratuit pour la clientèle	0
Accès payant	0
12h d'ouverture lundi au samedi ouvert dimanche matin	0
24/24 7 jours	0
entre 8h et 9h d'ouverture du lundi au vendredi	0
non accessible	0
accessible aux heures d'ouverture du site	0

La mobilité électrique est actuellement en plein essor : le nombre de véhicules électriques augmente considérablement et les bornes de recharge se développent sur l'ensemble du territoire. Pour lever les derniers freins au développement de masse du véhicule électrique et suivre cette densification des infrastructures de recharge, il est nécessaire que la recharge soit simple, accessible et que le service apporté tende vers l'irréprochabilité.



Lutte contre le changement climatique

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles par type de catastrophes naturelles

	2013	2021	Evolution
tempêtes 1982	0	0	+0
tempêtes 1999	0	0	+0
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
mouvements de terrains hors sécheresse	0	0	+0
mouvements de terrains consécutifs à la sécheresse	0	0	+0
inondations intérieures	0	0	+0

Si les catastrophes naturelles sont provoquées par des causes météorologiques, sismiques ou autres sur lesquelles l'homme n'a pas de prise, leurs bilans dépendent fortement du facteur humain.

En effet, l'implantation de populations, d'infrastructures ou d'activités dans des zones soumises aux aléas naturels conditionne les conséquences économiques et humaines de ces catastrophes. De même, la modification du milieu accroît les dégâts engendrés par les catastrophes (destruction des mangroves, déforestation) ou au contraire les réduit (création de digues, d'écluses, de pare-feu..).

La lutte contre les catastrophes naturelles passe par la prévention (zonage, normes de sécurité, sensibilisation), les systèmes d'alertes (sirène, bulletin météo) et les secours et interventions pendant et après les événements (évacuation, soins médicaux, aide psychologique, reconstruction).

Nombre de barrages selon leur catégorie

	2014	2018	Evolution
classe A (hauteur > 20 m)	0	0	+0
classe B (hauteur > 10 m)	0	0	+0
classe C (hauteur > 5 m)	0	0	+0
Nombre total	0	0	+0

Nombre de communes faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels prescrit

	2013	2021	Evolution
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
avalanches	0	0	+0
incendies de forêts	0	0	+0
inondations	10	10	+0
mouvements de terrain	0	0	+0
séismes	0	0	+0
volcaniques	0	0	+0

Nombre de communes faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels approuvé

autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
avalanches	0	0	+0
incendies de forêts	0	0	+0
inondations	8	10	+2
mouvements de terrain	0	0	+0
séismes	0	0	+0
volcaniques	0	0	+0

	2015	2019	Evolution
Nb établissements émettant plus de 10 000 tonnes de CO2	0	0	+0

L'indicateur **Nombre de communes faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrits approuvés ou appliqués par anticipation** rend compte des moyens d'actions mis en place en France pour anticiper et s'adapter aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.

Les plans de prévention des risques naturels (PPR) institués par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 sont des plans élaborés et mis en application par l'Etat, établis sous l'autorité du Préfet et délimitent, à échelle communale ou intercommunale, des zones exposées aux risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêts, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes et les cyclones. Le PPR contient des mesures d'interdiction et des prescriptions pour deux types de zones :

- les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru
- les zones qui ne sont pas directement exposées mais où des réalisations pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux. Le plan de prévention des risques naturels régit l'utilisation des sols en fonction des risques naturels auxquels ils sont soumis. Cette réglementation va de l'interdiction de construire à la possibilité de construire sous certaines conditions.

Après une phase préalable ou le plan est **prescrit** avec enquête publique et avis des Conseils municipaux concernés, le PPR est **approuvé** par arrêté préfectoral ; il vaut alors servitude d'utilité publique

4 - ADAPTER NOS MODES DE VIE ET NOS COMPORTEMENTS



Education de qualité

Part des non diplômés	2013	2019	Evolution
chez les 20-24 ans sortis d'études	15	13	-2

L'élévation du niveau d'instruction favorise l'expression des capacités personnelles et l'autonomie. Elle renforce l'aptitude à acquérir de nouvelles compétences et à s'adapter aux changements, notamment ceux induits par les innovations technologiques. Elle facilite les mobilités tant professionnelles que géographiques.



Consommation et production responsables

Déchets dangereux	2015	2020	Evolution
Nb d'établissement producteurs de déchets dangereux	0	4	+4
Nombre d'établissements traitant les déchets dangereux	0	0	+0
Quantité de déchets dangereux produit	0	360	+360
Quantité de déchets dangereux traités	0	0	+0
Taux de traitement	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!

Au niveau des territoires, la production ou le traitement des déchets dangereux peut présenter un risque pour l'environnement et les populations (rejets dans l'air, dans l'eau ou dans les sols, explosion, etc).

Un déchet est considéré comme dangereux s'il présente l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes : explosif, hautement inflammable, irritant, nocif, toxique, corrosif, mutagène ou cancérigènes.

Établissements producteurs de déchets dangereux : établissement industriel soumis à l'obligation de déclaration
Établissements de traitement de déchets dangereux établissement qui traite des déchets dangereux (ses propres ou les déchets dangereux d'autres).

Emissions de polluants soumises à déclaration

nombre d'établissements dépassant les seuils de déclaration d'émission de polluants

Pollution air :

	seuil d'émission en Kg/an	0
Arsenic et ses composés (As)	20	
Phénols (Ctotal)	1 000	
Cadmium et ses composés (Cd)	10	
Monoxyde de carbone (CO)	500 000	
Dioxyde de carbone (CO2) Total	10 000 000	
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	30 000	
Chrome et ses composés (Cr)	100	
Cuivre et ses composés (Cu)	50	
Chlorure de vinyle (chloroéthylène - monochlorure de vinyle - CVM))	1 000	
Dichlorométhane (DCM - chlorure de méthylène)	1 000	
Sulfure d'hydrogène (H2S)	3 000	
Chlore et composés inorganiques (HCl)	10 000	
Acide cyanhydrique (HCN)	200	
Fluor et composés inorganiques (HF)	5 000	
Mercure et ses composés (Hg)	10	
Manganèse et ses composés (Mn)	200	
Protoxyde d'azote (N2O)	10 000	
Ammoniac (NH3)	10 000	
Nickel et ses composés (Ni)	50	

Oxydes d'azote (NOx = NO + NO2) (en eq. NO2)	100 000	
Plomb et ses composés (Pb)	200	
Oxydes de soufre (SOx = SO2 + SO3) (en eq. SO2)	150 000	
Poussières totales (TSP)	150 000	
Zinc et ses composés (Zn)	200	

Pollution eau :

Aluminium et ses composés (Al)	2 000	
Composés organohalogénés (AOX)	1 000	
Arsenic et ses composés (As)	5	
Phénols (Ctotal)	20	
Cadmium et ses composés (Cd)	1	
Chlorures (Cl total)	2 000 000	
Cyanures (CN total)	50	
Chrome et ses composés (Cr)	50	
Chrome hexavalent et ses composés	30	
Cuivre et ses composés (Cu)	50	
Chlorure de vinyle (chloroéthylène, monoch. Vinyle, CVM))	10	
Demande biologique en oxygène (DBO5)	43 000	
Dichlorométhane (DCM - chlorure de méthylène)	10	
Demande chimique en oxygène (DCO)	150 000	
Fluorures (F total)	5 000	
Fer et ses composés (Fe)	3 000	
Hydrocarbures (C total)	10 000	
Mercuré et ses composés (Hg)	1	
Matières en suspension (MES)	300 000	
Manganèse et ses composés (Mn)	500	
Azote total (N)	50 000	
Nickel et ses composés (Ni)	20	
Phosphore total (P)	5 000	
Plomb et ses composés (Pb)	20	
Etain et ses composés (Sn)	200	
Sulfates	1 500 000	
Titane et ses composés (Ti)	100	
Zinc et ses composés (Zn)	100	

Emissions de polluants soumises à déclaration : coefficient de dépassement du seuil de pollution

	seuil d'émission en Kg/an	0
Arsenic et ses composés (As)	20	
Phénols (Ctotal)	1 000	
Cadmium et ses composés (Cd)	10	
Monoxyde de carbone (CO)	500 000	
Dioxyde de carbone (CO2) Total	10 000 000	
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	30 000	
Chrome et ses composés (Cr)	100	
Cuivre et ses composés (Cu)	50	
Chlorure de vinyle (chloroéthylène - monochlorure de vinyle - CVM))	1 000	
Dichlorométhane (DCM - chlorure de méthylène)	1 000	
Sulfure d'hydrogène (H2S)	3 000	
Chlore et composés inorganiques (HCl)	10 000	
Acide cyanhydrique (HCN)	200	
Fluor et composés inorganiques (HF)	5 000	
Mercuré et ses composés (Hg)	10	

Manganèse et ses composés (Mn)	200	
Protoxyde d'azote (N2O)	10 000	
Ammoniac (NH3)	10 000	
Nickel et ses composés (Ni)	50	
Oxydes d'azote (NOx = NO + NO2) (en eq. NO2)	100 000	
Plomb et ses composés (Pb)	200	
Oxydes de soufre (SOx = SO2 + SO3) (en eq. SO2)	150 000	
Poussières totales (TSP)	150 000	
Zinc et ses composés (Zn)	200	

Pollution eau :

Aluminium et ses composés (Al)	2 000	
Composés organohalogénés (AOX)	1 000	
Arsenic et ses composés (As)	5	
Phénols (Ctotal)	20	
Cadmium et ses composés (Cd)	1	
Chlorures (Cl total)	2 000 000	
Cyanures (CN total)	50	
Chrome et ses composés (Cr)	50	
Chrome hexavalent et ses composés	30	
Cuivre et ses composés (Cu)	50	
Chlorure de vinyle (chloroéthylène - monochlorure de vinyle – CVM))	10	
Demande biologique en oxygène (DBO5)	43 000	
Dichlorométhane (DCM - chlorure de méthylène)	10	
Demande chimique en oxygène (DCO)	150 000	
Fluorures (F total)	5 000	
Fer et ses composés (Fe)	3 000	
Hydrocarbures (C total)	10 000	
Mercure et ses composés (Hg)	1	
Matières en suspension (MES)	300 000	
Manganèse et ses composés (Mn)	500	
Azote total (N)	50 000	
Nickel et ses composés (Ni)	20	
Phosphore total (P)	5 000	
Plomb et ses composés (Pb)	20	
Etain et ses composés (Sn)	200	
Sulfates	1 500 000	
Titane et ses composés (Ti)	100	
Zinc et ses composés (Zn)	100	

La pollution fait encourir un risque aux populations, à l'environnement et à la biodiversité. Elle peut également être un frein au développement économique local (contrainte sur la construction, cadre de vie altéré, etc.).

Les émissions de polluants, issues de la production industrielles mais également agricoles, font l'objet d'une attention particulière notamment par une déclaration obligatoire dès lors que le polluant est rejeté au delà d'un seuil défini par décret.

On peut désigner sous le terme de polluant toute substance artificielle produite par l'homme et dispersée dans l'environnement. 18 polluants principaux ont été retenus pour l'air et 27 pour l'eau.

Nombre de structures chargées du réemploi

	2013	2020	Evolution
Associations	0	2	+2
entreprises	0	0	+0
de type communes et structures intercommunales	0	0	+0
de type établissements publics	0	0	+0

5 - AGIR POUR LA SANTÉ ET LE BIEN ÊTRE DE TOUS



Agriculture et alimentation durables



Santé et bien être

La population à santé fragile

	2013	2019	Evolution
Part des 75 ans ou plus dans la population	7,6 %	8,1 %	+0
Population des 75 ans et plus	1 515	1 668	+153

Accident de la route

	2013	2021	Evolution
Nombre de tués par accident de la route	0	0	+0

	2015	2021	Evolution
Accessibilité potentielle localisée (APL) aux médecins généralistes de moins de 65 ans	2	2	+0
Population standardisée pour la médecine générale	19 653	20 424	+772

La présence de services de santé est une condition nécessaire pour maintenir et améliorer la qualité de vie des habitants sur un territoire, pour permettre l'installation de nouvelles populations, notamment celles qui en ont le plus besoin (retraités, enfants...), ainsi que pour faire émerger des nouvelles activités économiques (maintien des emplois, attraction d'entreprises).

Le médecin généraliste est le premier contact entre la population et les services de santé, mais également une personne à l'écoute des maux quotidiens.

Risque sanitaire :

Part des stations enregistrant une trop forte concentration

	2013	2019	Evolution
de nitrates dans les eaux de surface	0 %	0 %	+0
de pesticides dans les eaux de surface	0 %	0 %	+0
de nitrates dans les eaux souterraines	0 %	0 %	+0
de pesticides dans les eaux souterraines	0 %	0 %	+0

La protection à long terme des ressources en eau est une condition du développement durable et figure parmi les priorités européennes. La directive cadre sur l'eau (DCE) adoptée en 2000 a pour objectif la préservation et la restauration des milieux aquatiques, y compris les eaux littorales, et des nappes souterraines. Elle instaure une obligation de résultat : le bon état des eaux en 2015, défini pour les eaux souterraines comme un bon état chimique et quantitatif, et pour les eaux de surface un bon état chimique et écologique.

La présence de nitrates dans l'eau est un indice de pollution d'origine agricole (engrais), urbaine (dysfonctionnement des réseaux d'assainissement) ou industrielle.
Si la concentration en pesticide est supérieure à "la valeur sanitaire maximale", des restrictions de consommation sont prononcées.

6 - RENFORCER L'INNOVATION TERRITORIALE



Infrastructure résilientes et innovation

Parts modales des déplacements Domicile-travail	2013	2019	Evolution
deux-roues	1,8 %	2,0 %	+0
deux-roues motorisés	0,0 %	1,4 %	+1
pied	3,4 %	2,4 %	-1
sans transport	4,5 %	4,6 %	+0
transports en commun	3,8 %	3,9 %	+0
vélo	0,0 %	0,6 %	+1
voiture	86,5 %	87,2 %	+1

Part des actifs stables parmi les actifs ayant un emploi	17	16	-2
--	----	----	----

Ces indicateurs n'abordent que les mobilités liées au travail et pas celles liées à d'autres déplacements, pour les loisirs, pour accéder aux services et commerces, etc. v

Nombre de voitures particulières immatriculés selon énergie et vignette Crit'Air

	2013	2021	Evolution
Crit'air1 Essence	355	2 739	+2384
Crit'air1 Essence hybride rechargeable	3	30	+27
Crit'air1 Gaz	40	37	-3
Crit'air1 Gazole hybride rechargeable	1	3	+2
Crit'air2 Essence	751	825	+74
Crit'air2 Gazole	1 185	4 108	+2923
Crit'air3	4 212	3 131	-1081
Crit'air4	2 005	1 037	-968
Crit'air5	673	201	-472
Electrique et hydrogène	0	76	+76
non classé	2 128	485	-1643
crit'air inconnu	1	3	+2

Part des voitures particulières crit'air1 ou électriques dans l'ensemble du parc	4,3	23,7	+19
--	-----	------	-----

Nombre de poids lourds immatriculés selon énergie et vignette Crit'Air

	2013	2021	Evolution
Crit'air1 Essence	0	0	+0
Crit'air1 Essence hybride rechargeable	0	0	+0
Crit'air1 Gaz	1	0	-1
Crit'air1 Gazole hybride rechargeable	0	0	+0
Crit'air2 Essence	0	0	+0
Crit'air2 Gazole	0	69	+69
Crit'air3	47	13	-34
Crit'air4	34	18	-16
Crit'air5	24	17	-7
Electrique et hydrogène	0	0	+0
non classé	65	40	-25
crit'air inconnu	0	0	+0

Part des poids lourds crit'air1 ou électriques dans l'ensemble du parc	1,9	0,9	-1
--	-----	-----	----

Nombre de communes classées à risque technologique majeur

	2013	2020	Evolution
affaissement minier	0	0	+0
barrage	0	0	+0
engins de guerre	0	0	+0
industrie	1	1	+0
minier	0	0	+0
nucléaire	0	0	+0
transport de matières dangereuses	12	4	-8

Le risque majeur est la possibilité qu'un événement d'origine naturelle ou technologique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de la société, survienne. Connaître ces risques est indispensable pour protéger les biens et les personnes et assurer un développement pérenne du territoire.

Nombre d'établissements industriels à risque (classés Seveso)

	2017	2021	Evolution
seuil bas	0	0	+0
seuil haut	0	0	+0
total	0	0	+0

Nombre d'installations soumises à autorisation	0	4	+4
--	---	---	----

Les établissements Seveso sont les installations industrielles qui présentent le plus de risques pour la population qui réside autour de ces sites.

Les risques technologiques font l'objet d'importants efforts de prévention qu'il faut poursuivre. La maîtrise de l'urbanisation et la réduction de la vulnérabilité des populations situées à proximité des sites Seveso font partie des objectifs du Grenelle de l'environnement.

	2015	2019	Evolution
Nb d'établis. émettant plus de 10 000 tonnes de CO2	0	0	+0

Emissions de CO2 en tonnes des établissements émettant plus de 10 000 tonnes de CO2

	2015	2019	Evolution
biomasse	0	0	+0
hors biomasse	0	0	+0
total	0	0	+0

Le pouvoir de réchauffement global (PRG) est l'un des indicateurs phares de développement durable aux niveaux national et européen.

Sont fournies ici, les émissions en tonnes de CO2 effectuées par les établissements (installations) émettant plus de 10 000 tonnes de CO2 par an, devant déclarer annuellement et réglementairement leurs rejets.

On sépare le CO2 biomasse (produit par la combustion de biomasse et non soumis à quotas) et le CO2 non biomasse produit à partir de la combustion des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon,).

Villes et communautés durables

Villes	2013	2019	Evolution
Nombre de logements (résidences principales)	7 725	8 411	+686

	2013	2019	Evolution
Part des logements en situation de sous-occupation	85	86	+1
Part des logements en situation de sur-occupation	2	2	+0

Part des logements selon le type de logement	2013	2019	Evolution
résidence principale	90	91	+0
secondaire	4	3	+0
occasionnels	0	0	+0
vacants	6	6	+0

Part de la population éloignée des équipements de services

	2021
à + de 7 min des équipements de gamme de proximité	0,0 %
à + de 15 min des équipements de gamme intermédiaire	0,0 %
à + de 30 min des équipements de gamme supérieure	0,0 %

La présence de commerces et de services est une condition nécessaire pour maintenir et améliorer la qualité de vie des habitants d'un territoire, pour attirer de nouveaux résidents et des touristes, pour faire émerger de nouvelles activités économiques (maintien des emplois, attraction d'entreprises). L'accès aux commerces et services influe sur la qualité de vie quotidienne des populations. Les différences d'accessibilités, entre les territoires ou au sein d'un territoire, peuvent constituer une forme d'inégalité entre les habitants. Par ailleurs, l'éloignement de la population des différents services accentue le nombre et la longueur des déplacements, notamment ceux effectués en voiture, source de rejets atmosphériques.

Les logements sociaux	2013	2021	Evolution
Nombre de logements sociaux	593	753	+160
Nb de logements du parc locatif des bailleurs sociaux (yc. Log. non conventionnés des sociétés d'éco. mixte)	763	785	+22
% logements sociaux dans l'ensemble des logements	7,7 %	9,0 %	1,3
Nombre de logements sociaux, type collectif	444	0	-444
Nombre de logements sociaux, type étudiant	0	0	+0
Nombre de logements sociaux, type individuel	149	195	+46
Nombre de logements sociaux vacants	15	26	+11

Consommation du foncier pour la ville

	2018	Evolution
Artificialisation des sols	9	+9
Part de la surface communale convertie en surface artificialisée depuis 2010	1	

L'artificialisation a de nombreuses conséquences, positives mais aussi négatives, qui peuvent justifier des politiques visant à limiter, voire cesser le phénomène.

Recyclage

	2013	2022	Evolution
Nombre de déchetteries	2	2	+0
Centres d'enfouissements techn. Cat 2 (déchets ménagers)	1	1	+0
Nb unités compostages de déchets ménagers et assimilés	0	0	+0
Nombre de centres de traitement des machefers	0	0	+0
Nb installations de méthanisation (déchets ménagers)	0	0	+0
Nb installations de tri des déchets ménagers et assimilés	0	0	+0
Nombre de centres de traitement physico-chimique	0	0	+0

Nb centres de valorisation matière :	2020	2022	Evolution
concassage / broyage	0	0	+0
structures de réutilisation et réemploi ou de recyclage	0	0	+0

Nombre de centres de valorisation énergétique (CVE) :	2020	2022	Evolution
Usines incinération avec valorisation, de co-incinération	0	0	+0
Usines d'incinération sans valorisation (thermique)	0	0	+0
Installations de stockage de déchets inertes (ISDI) – CET3	0	0	+0

Nos modes de production et de consommation se traduisent par une exploitation excessive et croissante des ressources naturelles. Pour économiser les matières premières et limiter les impacts sur l'environnement, un des leviers d'action consiste à réduire la production de déchets et à améliorer les taux de recyclage. La proposition du Grenelle de l'environnement renforce la politique de traitement des déchets et l'un des objectifs nationaux est d'augmenter le recyclage et la valorisation organique.

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale jouent un rôle important dans la

Nombre de communes ayant enregistré au moins un arrêté de catastrophe naturelle par type de catastrophes natur

	2013	2021	Evolution
tempêtes 1982	0	0	+0
tempêtes 1999	0	0	+0
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
mouvements de terrains hors sécheresse	0	0	+0
mouvements de terrains consécutifs à la sécheresse	0	0	+0
inondations intérieures	0	0	+0

Nombre d'arrêté de catastrophes naturelles par type de catastrophes naturelles

	2013	2021	Evolution
tempêtes 1982	0	0	+0
tempêtes 1999	0	0	+0
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
mouvements de terrains hors sécheresse	0	0	+0
mouvements de terrains consécutifs à la sécheresse	0	0	+0
inondations intérieures	0	0	+0

Nombre de communes classées à risque naturel majeur	2013	2020	Evolution
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
incendies de forêts	0	0	+0
inondations	13	13	+0
mouvements de terrain	0	2	+2
Radon	0	0	+0
séismes	15	15	+0

Nombre de communes faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels prescrit

	2013	2021	Evolution
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
incendies de forêts	0	0	+0
inondations	10	10	+0
mouvements de terrain	0	0	+0
séismes	0	0	+0

Nombre de communes faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels approuvé

	2013	2021	Evolution
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
incendies de forêts	0	0	+0
inondations	8	10	+2
mouvements de terrain	0	0	+0
séismes	0	0	+0

Nombre de communes faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels appliqué par anticipation

	2013	2021	Evolution
autres phénomènes atmosphériques	0	0	+0
incendies de forêts	0	0	+0
inondations	0	0	+0
mouvements de terrain	0	0	+0
séismes	0	0	+0

Nombre de barrages selon leur catégorie

	2014	2018	Evolution
classe A (hauteur > 20 m)	0	0	+0
classe B (hauteur > 10 m)	0	0	+0
classe C (hauteur > 5 m)	0	0	+0
Nombre total	0	0	+0

Surface selon le type d'occupation

	2018	Evolution 2012
Territoires artificialisés	1 438 ha	9 ha
Zones urbanisées	1 400 ha	9 ha
ZI ou commerciales et réseaux de communication	38 ha	0 ha
Mines, décharges et chantiers	0 ha	0 ha
Espaces verts artificialisés, non agricoles	0 ha	0 ha
Territoires agricoles	13 156 ha	83 ha
Terres arables	7 481 ha	47 ha
Cultures permanentes	0 ha	0 ha
Prairies	3 378 ha	21 ha
Zones agricoles hétérogènes	2 298 ha	15 ha
Forêts et milieux semi-naturels	914 ha	6 ha
Forêts	909 ha	6 ha
Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	6 ha	0 ha
Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	0 ha	0 ha
Zones humides	0 ha	0 ha
Zones humides intérieures	0 ha	0 ha
Zones humides maritimes	0 ha	0 ha
Surfaces en eau	276 ha	2 ha
Eaux continentales	276 ha	2 ha
Eaux maritimes	0 ha	0 ha
Territoire non couvert	0 ha	0 ha
Territoire non couvert	0 ha	0 ha
Surface totale (hectares)	15 785 ha	

Changement de l'occupation du sol entre 2012 et 2018

	Evolution
Territoires artificialisé devenus agricole	0 ha
Territoires artificialisé devenus forêts	0 ha
Territoires artificialisé devenus zone humide	0 ha
Territoires artificialisé devenus surface en eau	0 ha
Territoires artificialisé devenus autre chose	0 ha
Territoires devenus artificialisé	11 ha
Territoires devenus agricoles	0 ha
Territoires devenus forêts	0 ha
Territoires devenus zones humides	0 ha
Territoires devenus surfaces en eaux	0 ha

Nombre de communes classées à risque technologique majeur

	2013	2020	Evolution
affaissement minier	0	0	+0
barrage	0	0	+0
engins de guerre	0	0	+0
industrie	1	1	+0
minier	0	0	+0
nucléaire	0	0	+0
transport de matières dangereuses	12	4	-8



Paix, justice et institutions efficaces

	2017	2022	Evolution
Participation 1er tour des élections présidentielles	82,1 %	79,4 %	-3

La participation aux élections est un indicateur de l'implication des citoyens dans les institutions et les grands débats collectifs. À l'inverse, l'abstention illustre une forme sinon de désintérêt, du moins de désaffection d'une partie de la société vis-à-vis des grands enjeux de la vie publique.

ODD

1 - LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ

- 1** Insee, Recensement de la population (exploitation principale)
CAF ; Insee, Recensement de la population - exploitation principale
SDES, répertoire du parc locatif social (RPLS)
- 5** Insee, Recensement de la population (exploitation principale)
Répertoire national des élus
- 8** Insee, Recensement de la population (exploitation complémentaire au lieu de travail)
Insee, Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié (Flores)
Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)
- 10** Insee, Recensement de la population (exploitation complémentaire au lieu de travail)

2 - PRÉSERVER LES RESSOURCES ET LA BIODIVERSITÉ

- 6** Direction générale de la Santé (DGS)
Agence de l'Eau, Office de l'Eau, traitement SDES
MTES CGDD SDES
- 14** MTES ; Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) ; Agences de l'eau
- 15** Bases de données CORINE Land Cover
SDES d'après Muséum national d'histoire naturelle (SIG), d'après données réglementaires du MTES/DGALN

3 - AGIR POUR LE CLIMAT, VERS LA SOBRIÉTÉ CARBONE

- 7** data.gouv.fr, données consolidées par Etalab
- 13** MTES - DGPR - GASPAR (Gestion Assistée des Procédures Administratives relatives aux Risques naturels)
MTES - DGPR - traitement SDES

4 - ADAPTER NOS MODES DE VIE ET NOS COMPORTEMENTS

- 4** Insee, Recensement de la population (exploitation principale)
- 12** MTES Direction générale de la prévention des risques, Registre français des émissions polluantes
ADEME- Sinoe

5 - AGIR POUR LA SANTÉ ET LE BIEN ÊTRE DE TOUS

- 2** Insee, Recensement de la population (exploitation principale)
ONISR, Fichier national des accidents corporels
SNIIR-AM, EGB, CNAM-TS ; populations par sexe et âge, distancier METRIC, INSEE ; traitements DREES
Agence de l'Eau, Office de l'Eau, traitement SDES

6 - RENFORCER L'INNOVATION TERRITORIALE

- 9** Insee, Recensement de la population (exploitation principale)
SDES d'après fichier central des automobiles
MTES - DGPR - GASPAR (Gestion Assistée des Procédures Administratives relatives aux Risques naturels)
- 11** Insee, Recensement de la population (exploitation complémentaire)
SDES, répertoire du parc locatif social (RPLS)
Bases de données CORINE Land Cover
Fichiers fonciers
ADEME/ Sinoe, ITOM
MTES - DGPR - GASPAR (Gestion Assistée des Procédures Administratives relatives aux Risques naturels)
Bases de données CORINE Land Cover
- 16** Ministère de l'intérieur

Pour éclairer les démarches territoriales de développement durable, l'Insee et le SDES (Service des données et études statistiques, service statistique du ministère de la Transition écologique) se sont associés pour mettre à disposition un ensemble d'indicateurs cohérent avec l'agenda 2030.

Ces indicateurs sont calculés et rassemblés dans ce document à l'échelle de chaque EPCI par le Conseil Départemental du Rhône pour en faciliter l'accès et l'appropriation.

Les données des indicateurs territoriaux correspondent aux 17 objectifs de développement durable

Réalisé par



Tour Part-Dieu 23e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
04 81 92 33 00
www.urbalyon.org

Directeur de publication : Damien Caudron
Référent : Patrick Brun p.brun@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers et
compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme